



Société Nationale de l'Acadie

Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF)

2^e Colloque atlantique sur l'immigration francophone

COMPTE RENDU DU COLLOQUE

Préparé par :



Halifax, Nouvelle-Écosse
7 et 8 novembre 2011

Table des matières

Sommaire exécutif.....	3
Introduction.....	4
Mot de bienvenue	4
Présentation du CAIF	4
Bilan depuis Truro 2009	5
Ateliers	8
Intégration économique	8
Intégration sociale.....	9
Intégration éducationnelle	10
Intégration culturelle	11
Plénière.....	12
Présentation de la stratégie de sensibilisation du CAIF	13
Mot de la fin	13
Conclusion	13
Annexe A – Liste des participants	15

** Le masculin est employé à titre générique afin d'alléger le texte et désigne autant le féminin que le masculin.*

Sommaire exécutif

Les 7 et 8 novembre 2011, le Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF) a tenu un second Colloque atlantique sur l'immigration francophone à Halifax en Nouvelle-Écosse sous le thème de « L'intégration des nouveaux arrivants dans les communautés acadiennes et francophones de l'Atlantique ». Cinquante participants représentant les organismes communautaires qui œuvrent directement ou indirectement dans le domaine de l'immigration, les nouveaux arrivants et les gouvernements étaient présents.

La première partie du colloque avait pour but d'effectuer le bilan de ce qui s'est fait en matière d'immigration francophone en Atlantique depuis le premier colloque de Truro en 2009. Comme résultat direct du premier colloque, le Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF) a été mis sur pied et met en œuvre sa planification stratégique depuis. Force est de constater des progrès en matière de collaboration atlantique pour tout ce qui a trait à l'immigration francophone, notamment en matière de recrutement. De plus, plusieurs activités de sensibilisation communautaire à la diversité culturelle et à l'importance de l'immigration et des services d'accueil et d'établissement des nouveaux arrivants d'expression française ont vu le jour.

La deuxième partie du colloque a permis aux participants d'échanger et d'identifier des actions à entreprendre dans le cadre d'ateliers portant sur l'intégration économique, sociale, éducationnelle et culturelle. Les résultats découlant des échanges qui ont eu lieu durant ce colloque démontrent à quel point l'intégration des nouveaux arrivants est incontournable si la région atlantique veut recruter, accueillir et intégrer de plus en plus de nouveaux arrivants d'expression française. Bien que les quatre types d'intégration soient importants, l'intégration économique des nouveaux arrivants, incluant celle des étudiants internationaux, est celui qui a retenu le plus d'attention lors de ce colloque. Les résultats de ce colloque démontrent le besoin de travailler sur une base atlantique francophone à la réalisation des quatre actions prioritaires suivantes :

1. Faciliter la reconnaissance des diplômes internationaux et démystifier ce processus et ses implications dès l'étape du recrutement.
2. Sensibiliser et accompagner les employeurs pour favoriser l'embauche de nouveaux arrivants d'expression française.
3. Soutenir l'insertion économique des nouveaux arrivants en leur fournissant les compétences et les connaissances nécessaires pour l'intégration du marché de l'emploi local avant et après leur arrivée en Atlantique.
4. Tisser des liens plus serrés entre les universités et le marché de l'emploi afin de mieux orienter les étudiants internationaux vers des domaines d'études où il y a des occasions d'emplois.

Suivant la tenue de ce colloque, nous constatons que le rôle de mécanisme de concertation que joue le CAIF est non seulement pertinent mais essentiel au développement du dossier de l'immigration francophone en Atlantique. Ce second colloque a atteint les objectifs anticipés, il a permis aux acteurs de se réunir, de se mettre à jour en matière d'immigration francophone en Atlantique et d'échanger sur comment la région atlantique peut mieux intégrer les nouveaux arrivants d'expression française.

Ce colloque a démontré que l'intégration des nouveaux arrivants d'expression française nécessite l'implication et la contribution des organismes communautaires chargés de l'immigration et du développement de la communauté acadienne et francophone, les nouveaux arrivants eux-mêmes et les différents paliers de gouvernement.

Enfin, les membres du CAIF tiennent à remercier les participants, les nouveaux arrivants qui ont généreusement accepté de présenter leur témoignage, la firme Diversis Inc., les animateurs et rapporteurs des ateliers et Citoyenneté et Immigration Canada sans qui ce colloque et les activités du CAIF ne seraient possibles.

Introduction

Les 7 et 8 novembre 2011, le Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF) a tenu un second Colloque atlantique sur l'immigration francophone à Halifax en Nouvelle-Écosse sous le thème de « L'intégration des nouveaux arrivants dans les communautés acadiennes et francophones de l'Atlantique ». Cinquante participants représentant les organismes communautaires qui œuvrent directement ou indirectement dans le domaine de l'immigration, les nouveaux arrivants et les gouvernements étaient présents. Ce colloque visait à :

- Présenter le CAIF et ses récents résultats;
- Effectuer le bilan de ce qui a été fait en immigration francophone en Atlantique depuis le colloque de Truro en 2009; et
- Poursuivre la concertation dans le but d'identifier de nouvelles actions communes qui bonifieront et appuieront les initiatives provinciales en matière d'immigration francophone.

Ce document présente un compte-rendu du colloque. Selon l'ordre du programme, une synthèse des présentations est faite dans un premier temps, ensuite vient la synthèse du travail en atelier pour enfin conclure avec les résultats de la plénière.

Mot de bienvenue

M. Éric-Mathieu Doucet, Directeur général, Société Nationale de l'Acadie (SNA)

M. Doucet a souhaité la bienvenue aux participants en rappelant pourquoi la SNA a identifié l'immigration parmi ses dossiers prioritaires depuis son exercice de repositionnement en 2007. « L'immigration est une piste de développement incontournable pour la communauté acadienne et francophone de l'Atlantique, et en tant que représentant de la SNA, je me réjouis que mon organisation puisse contribuer à cet important enjeu » a-t-il dit. M. Doucet a souligné l'importance de l'intégration des nouveaux arrivants et rappelé les objectifs du colloque.

Présentation du CAIF

M. Marc-André Leblanc, Membre représentant la jeunesse, Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF)

M. Leblanc a expliqué que le CAIF a été mis sur pied à la suite du premier colloque de Truro. Celui-ci est « un mécanisme de concertation qui regroupe les intervenants en immigration francophone de l'Atlantique afin de leur permettre d'échanger, de créer des partenariats, de partager des ressources, de travailler aux enjeux communs et de parler d'une même voix pour faciliter la mise en œuvre en Atlantique du Plan stratégique national pour favoriser l'immigration en milieu francophone minoritaire ». Il a présenté les membres du CAIF, soit :

- Les coordonnateurs sur les enjeux/personnes responsables des réseaux provinciaux en immigration francophone :
 - Rodolphe Adikpeto, coordonnateur provincial Immigration francophone à la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse
 - Priscille Arsenault, coordonnatrice d'accueil et d'établissement pour la région ouest, Coopérative d'intégration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard
 - Yvette Bourque, coordonnatrice de l'immigration, Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
 - Richard Martin, coordonnateur de l'immigration francophone, Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador
- La représentante des nouveaux arrivants :
 - Nancy Clément
- Le représentant de la Commission jeunesse de la SNA :
 - Marc-André Leblanc

- Les représentants des organismes de développement économique des provinces :
 - Christophe Caron, directeur général, RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador
 - Gary Doucette, directeur général adjoint, RDÉE Île-du-Prince-Édouard
 - Johanne Levesque, gestionnaire, RDÉE Nouveau-Brunswick
 - Julie Oliver, directrice générale, Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse.

- Les représentants gouvernementaux :
 - Benoît Locas, coordonnateur de l'établissement et du multiculturalisme, Division de la croissance démographique du ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail du Nouveau-Brunswick
 - Joëlle Désy, agente de gestion de programmes, Office de l'immigration de la Nouvelle-Écosse
 - Isabelle Dasyva-Gill, agente de promotion, Secrétariat de la croissance démographique de Île-du-Prince-Édouard
 - MaryAnn Scanlon, Bureau de l'immigration et du multiculturalisme du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Carole Burton, agente en citoyenneté et immigration, Citoyenneté et Immigration Canada

- La représentante de la FCFA :
 - Sylvie Moreau, agente de liaison en immigration, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada

- Les représentants des organismes porte-parole des provinces atlantiques, membres de la SNA :
 - Aline Bouffard, directrice générale, Société Saint-Thomas-d'Aquin
 - Gaël Corbineau, directeur général, Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Kassim Doumbia, représentant des nouveaux arrivants, Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
 - Jean Léger, directeur général, Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse

- La coordonnatrice du CAIF :
 - Anne-Lise Blin, gestionnaire de dossiers du Comité atlantique sur l'immigration francophone, Société nationale de l'Acadie

Afin de contribuer à la mise en œuvre des cinq grandes pistes d'actions communes prioritaires issues du premier colloque, le CAIF a élaboré et met en œuvre une planification stratégique quinquennale depuis décembre 2009. Parmi les trois axes d'intervention de ce plan stratégique, on trouve la concertation, la représentation, la valorisation et la promotion. Selon ce plan, l'impact visé après dix ans est une contribution à l'augmentation et la diversification de proportion de la population d'expression française des provinces atlantiques.

M. Leblanc a conclu en rappelant que la mise en œuvre du plan stratégique du CAIF ne représente qu'une pièce de l'échiquier du défi démographique des communautés acadiennes et francophones des régions atlantiques et qu'il fallait aussi tenir compte de la rétention, du rapatriement et de la natalité.

Bilan depuis Truro 2009

Depuis Truro, on parle davantage d'immigration dans les communautés acadiennes et francophones de l'Atlantique et beaucoup d'activités ont été mises en œuvre. Afin d'effectuer le bilan depuis Truro, des intervenants ont été invités à prendre part à un dialogue portant sur l'évolution des cinq pistes d'actions prioritaires proposées en 2009. Les participants à ce dialogue étaient :

- Joëlle Désy, Agente de gestion de programmes, Office de l'immigration de la N.-É.
- Richard Martin, Coordonnateur de l'immigration francophone, Fédération des francophones de T.-N.-L.
- Priscille Arsenault, Coordonnatrice d'accueil et d'établissement pour la région ouest, Coopérative d'intégration francophone de l'Î.-P.-É.

- Benoît Locas, Coordonnateur de l'établissement et du multiculturalisme, Division de la croissance démographique du ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail du N.-B.
- Anne-Lise Blin, Gestionnaire de dossiers du Comité atlantique sur l'immigration francophone pour la Société nationale de l'Acadie
- Sylvie Moreau, Agente de liaison en immigration à la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada
- Julie Oliver, Directrice générale, Conseil de développement économique de la N.-É.
- Lori-Ann Cyr, Présidente Diversis Inc. (Animatrice)

Priorité 1 : Créer un partenariat durable pour arriver à une vision atlantique sur tout ce qui touche le recrutement des personnes immigrantes.

Depuis quelques années déjà, des représentants des provinces atlantiques, tout comme les autres provinces canadiennes, participent à des missions de recrutement à Paris, Bruxelles et Tunis appelées Destination Canada. Afin d'avoir une plus grande visibilité et de se distinguer des autres régions canadiennes, le CAIF joue dorénavant un rôle de porte d'entrée vers les kiosques des provinces atlantiques dans ces foires de recrutement. Une image de marque de la « Côte Est du Canada » a été développée et les membres du CAIF souhaitent y contribuer afin que la réalité de la communauté acadienne et francophone de la région soit davantage représentée.

Terre-Neuve-et-Labrador est la seule province de l'Atlantique qui réussit déjà à augmenter la proportion des francophones dans cette province. C'est en grande partie grâce à leur objectif de 100 % de rétention qui favorise une immigration économique et bilingue. Des partenariats avec d'autres provinces, comme le Nouveau-Brunswick, et une stratégie de sensibilisation des journalistes européens sont aussi des exemples mis à profit pour leur recrutement.

Sur le plan national, la FCFA du Canada est aussi présente à Destination Canada avec l'image de marque : *Une francophonie à la grandeur du pays, un monde de possibilités à votre portée*. Destination Canada est l'occasion unique de montrer ce que les communautés ont à offrir en termes de services. On note aussi une complicité entre les provinces de l'Atlantique qui semble porter fruit au niveau des efforts conjoints de recrutement. En ce qui a trait aux pays ciblés, l'objectif est d'élargir le nombre de pays où déployer les efforts et il semble y avoir un intérêt de la part d'autres ambassades canadiennes à l'étranger. En termes d'approches, l'arrimage entre les offres d'emplois et les candidats intéressés semble efficace, tout en tenant compte par exemple des besoins d'appui aux « conjoints » en termes d'intégration économique et sociale et le potentiel qu'offrent les jeunes qui arrivent avec des permis de vacances travail (pvtistes) en termes de rétention à long terme.

Priorité 2 : Renforcer la francophonie par le biais de l'immigration en misant sur une campagne de sensibilisation portant sur la valorisation de la culture acadienne en Atlantique et de l'interculturalisme dans un contexte d'une francophonie affaiblie.

À l'Île-du-Prince-Édouard, des activités de rapprochement entre les nouveaux arrivants et la communauté d'accueil sont organisées, par exemple les « Jam Global ». Des activités de sensibilisation dans les écoles francophones sont aussi des exemples d'activités mises en œuvre afin de sensibiliser la communauté d'accueil à la diversité.

Au Nouveau-Brunswick, une campagne provinciale de sensibilisation a été organisée afin de sensibiliser la communauté. Une campagne radiophonique a été mise en place par la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), les différents centres d'accueil ont leurs propres activités de sensibilisation et la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (FJFNB) a entrepris une tournée de sensibilisation dans les écoles.

La Fédération des Acadiens de la Nouvelle-Écosse (FANE) propose aussi des activités de sensibilisation, entre autres, la diffusion d'histoires de nouveaux arrivants qui contribuent à la communauté.

Le CAIF a aussi développé une stratégie de sensibilisation qui sera présentée dans la section Plénière de ce compte-rendu.

Priorité 3 : Développer une meilleure évaluation des besoins des personnes immigrantes et de la communauté.

On parle beaucoup d'immigration pour répondre aux besoins de la communauté d'accueil, mais qu'en est-il de la réponse aux besoins des personnes immigrantes ?

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a beaucoup investi dans les services d'accueil et d'établissement de nouveaux arrivants. Avant ces services n'étaient pas disponibles à l'extérieur des trois centres urbains à l'exception du Carrefour d'immigration rurale de Saint-Léonard. Une entente avec le gouvernement fédéral a permis de créer de nouveaux centres dans toutes les régions francophones et d'améliorer les services en français des centres urbains. Un modèle de centre a été développé et les différentes communautés sont responsables de la gestion de ces centres. Le but des centres est d'assurer l'accueil et de favoriser la rétention. Ils offrent des services de base, tels l'accueil, les cours de langues, le réseautage et l'accompagnement vers les services de santé et éducatifs. Les plus grands défis demeurent la reconnaissance des diplômés et des acquis internationaux et la rétention.

Priorité 4 : Définir, organiser et mettre en place un réseau de communication virtuel pour l'ensemble des communautés francophones de l'Atlantique.

À Truro, la mise en place d'un réseau de communication pour l'ensemble des communautés francophones de l'Atlantique afin de se concerter et de collaborer en matière d'immigration francophone avait été proposée. Le CAIF est né de cette idée. Les membres se rencontrent en personne deux fois par année et par le biais d'appels conférences et de courriels plusieurs fois par année. Un site « Google » est en train d'être mis en place afin de faciliter les échanges et le partage de documents et d'outils. L'organisation d'un colloque atlantique aux deux ans est aussi un moyen d'échanges et de concertation pour tous les acteurs de l'immigration francophone en Atlantique.

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) a lancé récemment un *Portail en l'immigration francophone* à l'adresse www.immigrationfrancophone.ca. Ce site interactif est un outil qui vise à rassembler les informations, les nouveautés, les événements à venir, et pratiques en immigration francophone. Il s'adresse donc aux organismes d'un bout à l'autre du pays, mais aussi aux immigrants (migrants) potentiels à la recherche d'information. Un répertoire de bonnes pratiques a aussi été développé sur le site et sera activé en janvier 2012 pour soumettre vos pratiques et initiatives. Un outil de recherche permettra d'identifier les pratiques propres aux régions, notamment en Atlantique. Un appel à tous sera lancé sous peu pour inviter à soumettre les pratiques mais la FCFA encourage déjà les intervenants à soumettre leurs nouveautés ou événements à venir dans la section « partagez ».

Priorité 5 : Multiplier les sessions de formation et d'information auprès des décideurs politiques, fonctionnaires, employeurs, communautés et nouveaux arrivants.

Au cours des deux dernières années, le CAIF a amorcé plusieurs dialogues avec différents représentants de ministères afin de faire connaître le CAIF, par exemple Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), le Secrétariat rural, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), etc. Une rencontre avec les ministres responsables de la francophonie en Atlantique a aussi eu lieu pendant la dernière Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne (CMFC). Un dépliant portant sur le CAIF a été développé et diffusé auprès des décideurs et fonctionnaires.

Quant aux employeurs, le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDÉNÉ) organise des séances d'information et de réseautage afin de contribuer à l'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. La gestion de la diversité culturelle et la reconnaissance des diplômés font partie des craintes des employeurs. « Il faut les sensibiliser et les rassurer constamment », selon Mme Oliver.

Les employeurs sont parfois réticents à l'embauche de nouveaux arrivants par crainte de procédures administratives complexes. À Terre-Neuve-et-Labrador, les employeurs sont soutenus et invités à jouer un rôle de premier plan. Des exemples de réussites sont aussi publiés dans le journal local « Le Gaboteur ».

Période de questions

Suivant ces échanges, les participants au colloque ont pu poser des questions aux intervenants. La question qui a retenu l'attention des participants portait sur ce qui est fait pour assurer l'équilibre francophone en immigration.

Bien qu'aucune province (sauf le Manitoba) n'ait de chiffre spécifique visé pour l'attraction et l'accueil de nouveaux arrivants d'expression française, à l'échelle nationale, le *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire* identifie une cible de recrutement d'au moins 4,4 % des nouveaux arrivants au Canada. Actuellement, la proportion de nouveaux arrivants d'expression française serait de 1,9 %. Il semble y avoir un défi quant à l'identification des nouveaux arrivants qui ont le français comme première langue officielle. Les formulaires de demandes de résidence permanente de CIC ont récemment été adaptés et incluent désormais une question pour relever ce défi.

Ateliers

Suivant l'activité bilan, les participants se sont regroupés en atelier pour échanger et tenter d'identifier de grandes actions communes en lien avec le thème du colloque, l'intégration des nouveaux arrivants d'expression française en Atlantique.

Le thème « intégration » dans le contexte de ce colloque implique les initiatives et les gestes faisant en sorte que les nouveaux arrivants se sentent inclus dans la communauté et qu'ils occupent une place à juste titre tant sur le plan économique, social, éducationnel et culturel comme tous les membres de la communauté.

Les participants ont pris part à quatre ateliers portant sur l'intégration économique, sociale, éducationnelle et culturelle. Chaque atelier était introduit par une mise en contexte et un témoignage d'un nouvel arrivant. La section qui suit présente les points saillants de ces ateliers.

Intégration économique

Contexte

Le vieillissement de la population, le faible taux de natalité et l'émigration de la population francophone de l'Atlantique vers d'autres provinces font en sorte que les employeurs de la région atlantique ont de plus en plus de difficultés à recruter et retenir des employés. De plus, de nombreuses entreprises existantes n'ont pas de relève et les communautés sont constamment à la recherche de nouveaux investisseurs. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les collectivités locales tentent de pallier ce déficit de capital humain en mettant en place des initiatives permettant de recruter et d'intégrer des travailleurs et entrepreneurs immigrants.

Malgré ce fait, les nouveaux arrivants éprouvent de sérieuses difficultés en matière d'insertion économique et d'employabilité. Selon maintes études, il est démontré qu'à compétences égales, les nouveaux arrivants prennent plus de temps à se trouver un emploi qu'un chercheur d'emploi originaire de la région. De plus, ils sont plus souvent moins bien rémunérés ou sous-employés (surtout les femmes). La reconnaissance des diplômes et des compétences acquis à l'international, la sensibilisation des employeurs à la valeur ajoutée de l'embauche des nouveaux arrivants, l'expérience de travail au Canada, et la maîtrise des langues officielles du Canada demeurent un défi de taille à l'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), même si le nombre de nouveaux entrepreneurs immigrants est nettement supérieur au nombre d'entrepreneurs locaux, leur taux de réussite à long terme est inférieur à ceux-ci. Cela s'explique en partie par les difficultés supplémentaires que peuvent rencontrer les entrepreneurs immigrants dans l'obtention des capitaux humains, sociaux et financiers nécessaires à une entreprise commerciale.

Dans cet atelier, les participants ont été appelés à identifier des pistes d'action concrètes permettant de mieux intégrer économiquement les nouveaux arrivants d'expression française en Atlantique.

Témoignage

Anahita Aslani est originaire de l'Iran, son mari, son fils et elle ont immigré au Nouveau-Brunswick pour des raisons familiales ainsi qu'à cause du fait que la province est officiellement bilingue. Chirurgienne et professeure de médecine à l'université, elle a étudié en Iran et en France, elle ne peut pas pratiquer au N.-B. faute de reconnaissance de ses diplômes. Elle est prête à recommencer ses études de médecine, toutefois elle ne peut pas être admise à l'école de médecine car il n'y a pas de place réservée aux diplômés étrangers en médecine et elle doit ainsi compétitionner avec d'autres jeunes étudiants pour l'accès à l'école de médecine. Elle travaille présentement comme bénévole au Centre d'accueil et d'accompagnement des immigrants du Sud-Est (CAFI).

Actions stratégiques communes

Les grandes actions stratégiques communes identifiées par les participants comprennent (présentées par ordre alphabétique) :

- Accroître la collaboration entre les acteurs de l'immigration et de la reconnaissance des diplômes.
- Appuyer les employeurs dans le processus d'embauche de nouveaux arrivants.
- Cesser d'accepter des candidats qui n'ont pas déjà la reconnaissance de leurs diplômes, notamment dans le domaine de la santé.
- Demander aux gouvernements provinciaux de mettre de la pression sur les ordres professionnels afin de faciliter le processus de reconnaissance à l'exemple du gouvernement québécois.
- Démontrer combien ça coûte se priver des compétences d'un nouvel arrivant.
- Étendre le programme de mentorat pour entrepreneurs immigrants à l'échelle atlantique.
- Fournir la bonne info sur la reconnaissance des diplômes lors du recrutement, à l'aide d'un guide par exemple.
- Informer les futurs immigrants et amorcer le processus d'évaluation des diplômes avant d'immigrer au Canada.
- Lancer une campagne dans les médias pour dénoncer qui sont les responsables de la non-reconnaissance des diplômes.
- Offrir un accès à des services de garderies aux conjoints afin de leur permettre d'accéder au marché de l'emploi.
- Offrir une compensation financière aux nouveaux arrivants qui sont en processus de reconnaissance des diplômes.
- Offrir une formation en employabilité pour les nouveaux arrivants.
- Organiser un colloque pour les employeurs.
- Organiser une foire d'emploi pour les nouveaux arrivants.
- Sensibiliser les employeurs anglophones aux avantages liés à l'embauche de nouveaux arrivants.
- Sensibiliser les employeurs par le biais de leurs pairs (ambassadeurs).
- Sensibiliser les ordres professionnels aux enjeux francophones.
- Vulgariser davantage les programmes d'intégration économique des gouvernements et des organismes communautaires.

Intégration sociale

Contexte

Au Canada atlantique, comme partout au pays, on parle davantage de l'importance d'intégrer les nouveaux arrivants. Plus souvent qu'autrement, on parle d'intégration économique et on néglige l'aspect social de l'intégration. Bien que l'intégration économique soit une composante importante à l'intégration sociale des nouveaux arrivants, elle ne se limite pas qu'à cette dernière.

L'intégration sociale des nouveaux arrivants englobe tout le soutien nécessaire à leur installation et à leur épanouissement dans la communauté d'accueil. Une intégration sociale réussie nécessite le développement d'un sentiment d'appartenance chez les nouveaux arrivants et le sentiment de pouvoir agir comme citoyens à part entière. Les facteurs favorisant cette intégration sociale sont, entre autres, un accueil chaleureux par la communauté d'accueil, l'accès à des services adaptés, un environnement socio-affectif adéquat et la possibilité de participer au développement de la communauté dans son ensemble. Les services d'accueil et d'établissement, la formation linguistique, des programmes de réunification ou de jumelage familial, des possibilités de rapprochement interculturel et l'accès à des logements sociaux et à des services de soutien à la famille sont des exemples d'initiatives qui favorisent l'intégration sociale des nouveaux arrivants.

Dans cet atelier, les participants ont été appelés à identifier des pistes d'action concrètes permettant de mieux intégrer socialement les nouveaux arrivants d'expression française en Atlantique.

Témoignage

Brigitte Schmit, originaire de la France, a immigré en Nouvelle-Écosse pour accompagner son mari qui avait un projet professionnel au Canada. Son premier défi d'intégration sociale a été la langue. Elle s'est inscrite à des cours d'anglais afin de surmonter ce défi. Il lui a pris deux ans avant de connaître l'existence d'organismes francophones en Nouvelle-Écosse. Son lien initial avec la francophonie canadienne était par le biais de Radio-Canada. Docteure en médecine, elle a renoncé à suivre le long et difficile parcours de la reconnaissance professionnelle. Aujourd'hui elle travaille pour un organisme communautaire francophone qui œuvre dans le domaine de la santé, elle est impliquée dans les organismes francophones de la province et participe aussi aux activités de l'Alliance française. Elle recommande une meilleure orientation des nouveaux arrivants vers les services en français, dès leur arrivée.

Actions stratégiques communes

Les grandes actions stratégiques communes identifiées par les participants comprennent (présentées par ordre alphabétique) :

- Créer des places pour les nouveaux arrivants au sein des conseils d'administration et des comités d'organismes communautaires francophones.
- Encourager les employés des organismes communautaires francophones à faire du bénévolat auprès des nouveaux arrivants.
- Faciliter le transfert d'historique bancaire pour un accès au crédit pour les nouveaux arrivants.
- Fournir les informations sur les organismes francophones dès l'arrivée.
- Instaurer des programmes de jumelage là où il n'y en a pas.
- Offrir des services de garde pour les enfants des nouveaux arrivants afin qu'ils puissent participer aux activités d'intégration sociale.
- Offrir la formation en langue anglaise par le biais des organismes communautaires francophones.
- Offrir un accès à des logements temporaires pour les nouveaux arrivants à leur arrivée.
- Organiser des séances d'orientation sur la vie au Canada pour les nouveaux arrivants.
- Organiser des visites des organismes communautaires dès l'arrivée des nouveaux arrivants.
- Parrainer la participation des nouveaux arrivants à des activités sociales.
- Partager et étendre le modèle pré-départ de la Nouvelle-Écosse.
- Partager les histoires à succès d'intégration sociale des nouveaux arrivants.
- Réunir les centres d'accueil afin de leur permettre de partager leurs meilleures pratiques.

Intégration éducative

Contexte

Les écoles et les établissements de formation postsecondaire francophones en Atlantique accueillent de plus en plus d'élèves immigrants et d'étudiants internationaux. Au delà d'une contribution démographique favorisant le maintien (ou la croissance) de ressources et de services éducatifs francophones existants, ceux-ci apportent avec eux de nouvelles connaissances et des compétences internationales qui sont essentielles dans un contexte de globalisation.

Bien que les écoles et les établissements de formation postsecondaire retirent d'importants bénéfices en accueillant des élèves et des étudiants internationaux, ils ont le devoir de s'adapter pour mieux les intégrer. Ils doivent être inclusifs en s'assurant que chacun ait sa place et les mêmes chances de réussite. Ils doivent être respectueux des différences et offrir une formation de qualité contribuant ainsi à leur pleine et active participation à la vie de la société d'ici et d'ailleurs.

Dans cet atelier, les participants ont eu à identifier des pistes d'action concrètes permettant de mieux intégrer les nouveaux arrivants d'expression française dans les écoles et les établissements de formation postsecondaire en Atlantique.

Témoignage

Malanga-Georges Liboy, originaire de la République démocratique du Congo réfugié en Afrique du Sud, a immigré au Québec et transité par la Colombie-Britannique et l'Alberta pour aboutir en Nouvelle-Écosse. Il dit que son processus d'intégration a été trop long faute d'une bonne orientation dans les différents

établissements universitaires qu'il a fréquentés. Aujourd'hui, il occupe un poste à l'Université Sainte-Anne. Bien que son histoire se termine bien, il recommande que les universités orientent mieux les étudiants internationaux vers des domaines où il y a des débouchés dans la région et qu'elles offrent des formations en anglais pour mieux les préparer à accéder au marché de l'emploi local.

Actions stratégiques communes

Les grandes actions stratégiques communes identifiées par les participants comprennent (présentées par ordre alphabétique) :

- Créer des occasions de stage en milieux d'emploi pour les étudiants internationaux.
- Élargir le financement de CIC pour inclure les services aux étudiants internationaux.
- Évaluer plus adéquatement le niveau des élèves immigrants dès leur entrée dans les écoles.
- Faire un inventaire des bonnes pratiques (par exemple, les outils du CAIF) et les répertorier dans Internet, par exemple dans le site portail de la FCFA. Ces ressources doivent toutefois être facilement accessibles et complètes.
- Internationaliser les cursus de formation afin de mieux refléter la diversité.
- Jumeler les étudiants internationaux à la communauté afin qu'ils créent aussi des liens en dehors de l'université.
- Offrir des formations interculturelles aux enseignants.
- Offrir une meilleure orientation des étudiants internationaux afin de les orienter vers des domaines où il y a des emplois disponibles.
- Valoriser l'éducation en français chez les nouveaux arrivants.

Intégration culturelle

Contexte

La culture, c'est « l'ensemble des signes auxquels les membres d'une société se reconnaissent mutuellement tout en se distinguant de ceux n'appartenant pas à cette société » (UNESCO). Comme toutes autres cultures, la culture acadienne et francophone de l'Atlantique est dynamique. Elle se transforme et évolue constamment car elle est le reflet de ceux qui la font vivre et vibrer.

L'accueil de nouveaux arrivants d'expression française en Atlantique contribue à la diversification et l'enrichissement de la culture acadienne et francophone. La diversité culturelle met en relief certaines différences et similarités avec lesquelles chacun doit composer. L'intégration culturelle des nouveaux arrivants ne signifie pas l'assimilation de ceux-ci à la nouvelle culture d'accueil. Il s'agit plutôt d'une adaptation culturelle réciproque.

Dans cet atelier, les participants ont identifié des pistes d'action concrètes permettant de mieux intégrer culturellement les nouveaux arrivants d'expression française en Atlantique.

Témoignage

Jean-Nicolas Dorat, originaire de la France, vivait en Belgique lorsqu'il a décidé d'immigrer à Terre-Neuve-et-Labrador. Ingénieur de formation maîtrisant déjà l'anglais, il a été recruté par un employeur lors d'une mission de Destination Canada. Arrivé avec son épouse et ses deux enfants à Labrador City depuis six mois, il se considère déjà Labradorien. Son épouse, quant à elle, travaille pour Femmes francophones de l'Ouest du Labrador. Leur intégration sociale se passe bien d'après lui car il n'avait pas d'a priori sur son nouveau chez-soi et il évite de comparer son nouveau pays d'accueil avec son pays d'origine. Il recommande que les nouveaux arrivants aient un contact dans la communauté pour faciliter leur intégration culturelle.

Actions stratégiques communes

Les grandes actions stratégiques communes identifiées par les participants comprennent (présentées par ordre alphabétique) :

- Créer plus d'espace de dialogue pour parler des différences de codes culturels.
- Donner une image plus juste de la réalité culturelle locale lors du recrutement, par exemple l'importance du bilinguisme dans un milieu francophone en situation minoritaire.
- Favoriser l'intégration sociale des nouveaux arrivants par la musique, notamment en diversifiant la provenance des spectacles.
- Favoriser l'intégration sociale des nouveaux arrivants par le sport, par exemple le soccer.

- Inciter les nouveaux arrivants, lorsqu'ils seront prêts, à faire du bénévolat dans les organismes culturels.
- Instaurer un programme de mentorat afin d'offrir l'occasion aux nouveaux arrivants de mieux comprendre la culture locale.
- Inviter les nouveaux arrivants aux célébrations culturelles acadiennes, par exemple la Fête nationale des Acadiens.
- Miser sur les similarités culturelles plutôt que les différences.
- Offrir des certificats d'adoption aux nouveaux arrivants pour leur faire sentir qu'ils font partie de la culture acadienne.
- Offrir une meilleure orientation des nouveaux arrivants selon leurs intérêts et leur spécificité dès leur arrivée.
- Organiser des activités de jumelage entre les nouveaux arrivants et les membres de la communauté d'accueil.
- Organiser des activités de réseautage entre les nouveaux arrivants et la communauté d'accueil.
- Organiser pour les nouveaux arrivants des visites culturelles, par exemple une visite de Grand-Pré ou du Village historique acadien.
- Sensibiliser la communauté d'accueil à la diversité culturelle.
- Sensibiliser les nouveaux arrivants à la culture locale.
- Tenir compte de la dimension spirituelle dans la vie des nouveaux arrivants.
- Tenir compte du fait que l'adaptation culturelle est un processus personnel qui est vécu différemment d'un nouvel arrivant à un autre. Le nouvel arrivant doit être patient et les services offerts aux nouveaux arrivants doivent être adaptés aux besoins et au rythme des nouveaux arrivants.

Plénière

En séance plénière, les objectifs du colloque ont été révisés, une première analyse des actions proposées en atelier a été présentée et les participants ont eu l'occasion de poser des questions et d'apporter un éclairage sur les actions proposées. Le sujet qui a retenu l'attention de la plénière a été celui de préparer ou d'entamer, lorsque possible, le processus d'évaluation des diplômes internationaux dès le pays d'origine du nouvel arrivant. Les participants ont souhaité que les candidats à l'immigration aient une appréciation plus juste de ce qui les attend à cet égard avant de venir au Canada. Une clarification au sujet du programme des Partenariats locaux en matière d'immigration (PLI) de CIC a aussi été apportée.

Par l'entremise de pastilles autocollantes, les participants ont eu la chance d'identifier parmi les actions proposées en atelier, selon eux, quelles seraient les actions prioritaires à entreprendre à l'échelle atlantique. Selon les quatre chantiers des ateliers, les actions suivantes ont retenu l'attention des participants :

Intégration économique

- Demander aux gouvernements provinciaux de mettre de la pression sur les ordres professionnels afin de faciliter le processus de reconnaissance à l'exemple du gouvernement québécois. (15)
- Fournir la bonne info sur la reconnaissance des diplômes lors du recrutement, à l'aide d'un guide par exemple. (10)
- Organiser un colloque pour les employeurs. (8)
- Offrir une formation en employabilité pour les nouveaux arrivants. (8)

Intégration sociale

- Partager et étendre le modèle pré-départ de la Nouvelle-Écosse (3)
- Offrir la formation en langue anglaise par le biais des organismes communautaires francophones (3)

Intégration éducative

- Offrir une meilleure orientation des étudiants internationaux afin de les orienter vers des domaines où il y a des emplois disponibles. (8)
- Créer des occasions de stage en milieu d'emploi pour les étudiants internationaux. (5)

Intégration culturelle

- Organiser des activités de réseautage entre les nouveaux arrivants et la communauté d'accueil (1)
- Inciter les nouveaux arrivants, lorsqu'ils seront prêts, à faire du bénévolat dans les organismes culturels. (1)
- Sensibiliser la communauté d'accueil à la diversité culturelle. (1)
- Donner une image plus juste de la réalité culturelle locale lors du recrutement, par exemple l'importance du bilinguisme dans un milieu francophone en situation minoritaire. (1)

Note : Le nombre qui suit les actions ci-dessus représente le nombre de votes qu'a reçu l'action lors de cette activité.

Présentation de la stratégie de sensibilisation du CAIF

Mme Anne-Lise Blin, Coordonnatrice du Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF)

Dans le cadre du plan stratégique du CAIF, une campagne de promotion de l'Atlantique comme destination d'immigration francophone est prévue. Avant d'entamer cette campagne à l'extérieur de la région, les membres du CAIF ont cru bon de sensibiliser la population locale afin de démystifier les enjeux de l'immigration francophone. Le public ciblé par cette stratégie se définit par les deux groupes suivants : les membres de la communauté acadienne et francophone des provinces de l'Atlantique et les membres de la communauté anglophone des provinces de l'Atlantique. Les messages clés sont :

- *L'immigration francophone, une force en Acadie*
- *Francophone Immigration, a Strength for Atlantic Canada*

Le visuel de la stratégie mettant en vedette des histoires à succès de l'immigration francophone dans les quatre provinces de l'Atlantique a été présenté. Une campagne de sensibilisation sera lancée prochainement et les outils qui en découlent seront mis à la disposition des groupes intéressés à en faire la promotion.

Mot de la fin

Au terme de ce colloque, la coordonnatrice du CAIF, Mme Anne-Lise Blin, a tenu à remercier les gens pour leur participation. Elle a précisé comment le CAIF compte assurer le suivi du colloque en intégrant certaines pistes d'action proposées à son plan de mise en œuvre découlant de son plan stratégique. Elle a informé les participants que le compte-rendu du colloque leur serait acheminé par voie électronique.

Elle a remercié les membres du CAIF, les nouveaux arrivants qui ont généreusement accepté de présenter leur témoignage, la firme Diversis Inc. pour l'animation générale, l'orientation et la préparation des contenus du colloque et les animateurs et rapporteurs des ateliers, souligné l'accueil des Francophones de la N.-É. et conclu en disant : « Ce colloque est rendu possible grâce à l'appui financier du gouvernement canadien, plus particulièrement de Citoyenneté et Immigration Canada ».

Conclusion

Suivant la tenue de ce colloque, nous constatons que le rôle de mécanisme de concertation que joue le CAIF est non seulement pertinent mais essentiel au développement du dossier de l'immigration francophone en Atlantique. Ce second colloque a permis aux acteurs de se réunir, de se mettre à jour en matière d'immigration francophone en Atlantique et d'échanger sur comment la région atlantique peut mieux intégrer les nouveaux arrivants d'expression française.

Les résultats découlant du travail en atelier et de la plénière démontrent à quel point l'intégration des nouveaux arrivants est incontournable si la région atlantique veut recruter, accueillir et intégrer de plus en plus de nouveaux arrivants d'expression française. Bien que les quatre types d'intégration soient importants, l'intégration économique des nouveaux arrivants, incluant celle des étudiants internationaux, est celui qui a retenu le plus d'attention lors de ce colloque. Une analyse plus approfondie des résultats de ce colloque démontre le besoin de travailler sur une base atlantique francophone à la réalisation des quatre actions prioritaires suivantes :

1. Faciliter la reconnaissance des diplômes internationaux et démystifier ce processus et ses implications dès l'étape du recrutement.
2. Sensibiliser et accompagner les employeurs pour favoriser l'embauche de nouveaux arrivants d'expression française.
3. Soutenir l'insertion économique des nouveaux arrivants en leur fournissant les compétences et connaissances nécessaires pour l'intégration du marché de l'emploi local avant et après leur arrivée en Atlantique.
4. Tisser des liens plus serrés entre les universités et le marché de l'emploi afin de mieux orienter les étudiants internationaux vers des domaines d'études où il y a des occasions d'emplois.

Enfin, l'organisation de ce colloque a démontré que l'intégration des nouveaux arrivants d'expression française nécessite l'implication et la contribution des organismes communautaires chargés de l'immigration et du développement de la communauté acadienne et francophone, les nouveaux arrivants eux-mêmes et les différents paliers de gouvernement. Le CAIF remercie les participants à ce colloque et leur donne rendez-vous dans deux ans pour le troisième colloque atlantique sur l'immigration francophone.

Annexe A – Liste des participants

Nom	Prénom	Organisation
Khaled	Abed	Comité d'intégration et d'établissement des nouveaux arrivants de la Péninsule acadienne (CAIENA-PA)
Rodolphe	Adikpeto	Immigration Francophone Nouvelle-Écosse
Abdeslem	Ahmia	Centre de ressources pour nouveaux arrivants au Nord-Ouest inc. (CRNA-NO)
Benoit	Andre	Centre d'accompagnement francophone des immigrants du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (CAFI)
Firmin	Andzama	Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)
Priscille	Arsenault	La Coopérative d'intégration francophone de l'ÎPÉ (CIFÎPÉ)
Anahita	Aslani	Centre d'accompagnement francophone des immigrants du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (CAFI) - Nouvelle arrivante au N.-B.
Jean-Marc	Bélanger	Réseau santé en français Terre-Neuve-et-Labrador (RSF-TNL)
Anne-Lise	Blin	Société nationale de l'Acadie (SNA)
Yvette	Bourque	Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB)
Carole	Burton	Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)
Christophe	Caron	RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador
Nancy	Clement	Association pour nouveaux arrivants au Canada, Île-du-Prince-Édouard (ANC)
Joline	Comeau	Immigration Francophone Nouvelle-Écosse
Joëlle	Désy	Office de l'immigration de la Nouvelle-Écosse
Jean-Nicolas	Dorat	Nouvel arrivant à Terre-Neuve-et-Labrador
Eric Mathieu	Doucet	Société nationale de l'Acadie (SNA)
Caroline	Duvieusart-Déry	Commissariat aux langues officielles
Gail	Edwards	Agence de promotion économique du Canada atlantique
Micheline	Gélinas	Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse
Bruno	Godin	Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB)
Lisa	Griffin	Services aux étudiantes et étudiants internationaux - Université de Moncton
Hélène	Guérette	Commissariat aux langues officielles du Canada
Nancy	Hayes	Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse
Donald	Kenny	Université Sainte-Anne
Allison	Lamey	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse
J-Sébastien	Lauzon	La Coopérative d'intégration francophone de l'ÎPÉ (CIFÎPÉ)
Marc-André	LeBlanc	Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB)
Jean	Léger	Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE)
Johanne	Lévesque	RDÉE Nouveau-Brunswick
Malanga-Georges	Liboy	Nouvel arrivant en Nouvelle-Écosse
Clémence	Lihmann	RDÉE Île-du-Prince-Édouard
Benoit	Locas	Division de la croissance démographique, min. de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, GNB
Sonia	Losier	Université Sainte-Anne
Richard	Martin	Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FFTNL)
Corrado	Micaléf	La Coopérative d'intégration francophone de l'ÎPÉ (CIFÎPÉ)
Sylvie	Moreau	Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada
Emmanuel	Nahimana	Immigration Francophone Nouvelle-Écosse
Julie	Oliver	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse
Lionel	Ouédraogo	Direction Emploi - Conseil communautaire du Grand-Havre
Kyla	Quinlan	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse
Edmond	Richard	La Coopérative d'intégration francophone de l'ÎPÉ (CIFÎPÉ)
Brigitte	Schmit	Réseau santé Nouvelle-Écosse - Nouvelle arrivante en Nouvelle-Écosse
Aurore	Thériault	Comité d'intégration et d'établissement des nouveaux arrivants de la Péninsule acadienne (CAIENA-PA)
Juan Manuel	Toro Lara	Consortium national de santé en français (CNFS)
Gilles	Vienneau	Société Santé et Mieux-être en français du Nouveau-Brunswick
Fredrick	Wangabo Mwenengabo	Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick
Lori-Ann	Cyr	Diversis Inc. (Animatrice du colloque)
Romain	Blanchard	Société nationale de l'Acadie (Animateur d'atelier)
Ovide	Mazerolle	Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse (Animateur d'atelier)
Noémie	Joly	Fédération culturelle acadienne de Nouvelle-Écosse (Animatrice d'atelier)
Marc-André	Laplante	Étudiant à l'Université de Moncton (Animateur d'atelier)
Céleste	Godin	Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse (Rapporteuse)
André	Robichaud	Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (Rapporteur)